ISSN: 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)
https://perspectivesplurielles.net/

Perspectives PLURIELLES

Revue scientifique

ARTS, LETTRES ET LANGUES | SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

N°3 – Août 2026

TOME II – SÉRIE 2

Sciences Humaines et Sociales

Éditeur :

UFR Communication et Société

Université Alassane Ouattara

(Côte d'Ivoire)

PERSPECTIVES PLURIELLES

Tome II — Série 2
(Sciences Humaines et Sociales)
Savoirs, éducation et représentations

N°3 — Août 2026

ISSN : 3105-8485 (L) | 3105-8493 (P)

Adresse postale : BP v 18 Bouaké 01
Contact : +225 0757504341
https://perspectivesplurielles.net/
revueperspectivesplurielles@gmail.com

RÉFÉRENCEMENT ET INDEXATION

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=24999

SJIFactor

Scientific Journal Impact Factor

CERTIFICATE OF INDEXING (SJIF 2026)

This certificate is awarded to

Perspectives Plurielles
(ISSN: 3105-8485 (E) / 3105-8493 (P))

The Journal has been positively evaluated in the SJIF Journals Master List evaluation process
SJIF 2026 = 5.147

SJIF (A division of InnoSpace)

SJIFactor Project Manager
International Advisory Services
INNOSPACE INTERNATIONAL

SJIFactor Project

HAL science ouverte	https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/1529502
ISSN INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER INTERNATIONAL CENTRE	https://portal.issn.org/resource/ISSN-L/3105-8485

ÉDITORIAL

Ce troisième numéro de *Perspectives Plurielles* prolonge la dynamique éditoriale amorcée en décembre 2025 et confirme la vitalité d'un projet scientifique pluridisciplinaire désormais solidement établi. L'ampleur des contributions reçues, la diversité des laboratoires et des institutions représentés, ainsi que l'exigence maintenue de l'évaluation par les pairs ont conduit le comité de rédaction à reconduire, en l'approfondissant, le choix opéré lors de la précédente livraison : le numéro paraît en deux tomes, le second se déployant lui-même en deux séries. Cette architecture respecte l'identité de chaque grand champ disciplinaire tout en préservant l'unité d'un projet résolument intégratif.

Le Tome I rassemble les travaux relevant des Arts, Lettres et Langues : littératures africaine, francophone, hispanique et anglophone, sémiotique, sociolinguistique et analyse du discours, didactique des langues, lexicologie et terminologie, études culturelles et postcoloniales. Le Tome II, consacré aux Sciences Humaines et Sociales, se déploie en deux séries. La série 1, « Territoires, sociétés et développement », réunit les recherches en géographie humaine et physique, en aménagement du territoire, en sociologie, en économie et en développement. La série 2, « Savoirs, éducation et représentations », accueille les sciences de l'éducation, la psychologie, les sciences de la communication, la philosophie, l'histoire, l'anthropologie et les études culturelles.

La diversité des terrains étudiés : Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Mali, Togo, Guinée, Niger, Cameroun, Gabon, République du Congo et République démocratique du Congo, illustre la portée continentale de cette livraison. Plusieurs lignes de force s'en dégagent : la résilience environnementale et sanitaire des territoires, les recompositions urbaines et foncières, la gouvernance des ressources naturelles et des biens communs, l'inscription du numérique dans les pratiques sociales et politiques, les transformations des systèmes éducatifs, ainsi que la place des savoirs endogènes dans la régulation des sociétés contemporaines.

Le comité de rédaction adresse sa profonde reconnaissance aux auteurs, aux évaluateurs et au comité scientifique, ainsi qu'à l'UFR Communication et Société de l'Université Alassane Ouattara, partenaire fidèle de cette aventure. Que ce numéro confirme Perspectives Plurielles comme un espace de référence où s'élaborent, en dialogue, des savoirs ouverts sur les sociétés contemporaines et leurs mutations.

Bonne lecture.

Le Comité de rédaction

COMITÉ DE RÉDACTION

Directeur de Publication :
M. Konan Thiery St Urbain YEBOUE, Maître de Conférences

Secrétariat de rédaction

Dr (MC) KANGA Kouakou Hermann Michel, Université Alassane Ouattara
Dr (MC) YOMAN N'goh Koffi Michael, Université Alassane Ouattara
Dr (MC) KOUAMÉ Koaténin, Université Alassane Ouattara
Dr KONAN Aya Suzanne, Université Alassane Ouattara
Dr AKABLAH Tchoumou Léopold, Université Alassane Ouattara
Dr Kouamé Alain SARAKA, Université Alassane Ouattara
Dr Kanhoun Baudelaire KOUAME, Université Alassane Ouattara
Dr Kouakou Camille GOLI, Université Alassane Ouattara

Comité Scientifique et de Lecture :

Prof. Lazare Marcelin POAME, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Pierre KAMDEM, Université de Poitiers, France ;
Prof. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. (Dir. Rech.) Kouadio Raphaël OURA, Université Alassane Ouattara-CRD, Côte d'Ivoire ;
Prof. Atta Jacob BRINDOUMI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. SOW Ndioro, Université Gaston Berger, Sénégal ;
Prof. Fabio VITI, Université Aix-Marseille, France ;
Prof. François LAMBOTTE, Université Catholique de Louvain, Belgique
Prof. Konan Arsène KANGA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Kacou GOA, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire ;
Prof. Yao Jean-Aimé ASSUE, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.
Prof. Eveno Emmanuel, Université Toulouse Jean-Jaurès, France ;
Prof. Kouakou Désiré M'BRAH, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.
Prof. Göbel Christof, Universidad Autónoma Metropolitana de Mexico, Mexique ;
Dr (MC) Kouassi Ernest YAO, Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Jean Joêl BAHI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Dhédé Paul Éric KOUAMÉ, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Yao Jean Julius KOFFI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Adjoua Pamela N'GUESSAN, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Abiba DIARRASSOUBA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Koffi Syntor KONAN, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Ehua Manzan Monique BEIRA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Konan Hubert KOUADIO, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

SOMMAIRE

Sciences de l'éducation, psychologie / Communication, médias et information

GNAHORE Batty Gervais

1. Analyse exploratoire des contraintes des collèges de proximité en Côte d'Ivoire.....1-18

Flora NTSAME MBA

2. L'effet de la coopération verbale entre enfants sur une tâche de communication référentielle.....19-34

Pénédjotêh Jean-Paul COULIBALY et Kahou Albert DJE BI

3. Formes et stratégies de la construction de soi politique en période de campagnes électorales en Côte d'Ivoire.....35-49

Ardjouma TUO, Dramane Nibé SILUE et Adam Lego KONE

4. Enjeux de la communication numérique dans la santé de la reproduction en milieu urbain : perception des jeunes mères du quartier Air France (Bouaké, Côte d'Ivoire).....50-62

DAO née ADJE Antcho Anicette, DIARRASSOUBA Be Simplice et SOMDA Kubertezie Eric

5. Moyens de revendication et qualité de la formation à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.....63-77

Djiessi MAKOUAM, Debora MNOUMABEU et Sephora DEMGNE

6. Comportement de gestion financière et initiative de croissance personnelle des femmes des ménages de la Mefou-et-Afamba (Cameroun).....78-94

Roger KABATA MULUNDU

7. Quelles écoles primaires et secondaires spécialisées pour une éducation relative à l'environnement en RDC ?.....95-114

Roger KABATA MULUNDU

8. Which Specialized Primary and Secondary Schools for Environmental Education in the DRC?.....115-133

OUATTARA Souleymane et COULIBALY Mamadou

9. Du règlement subi au règlement approprié : le suivi de l'inspecteur d'orientation comme levier du rendement scolaire des élèves de sixième au lycée moderne d'Issia (Côte d'Ivoire).....134-150

Topra Guy-Venance GNAKO

10. Dynamiques participatives et développement touristique dans la commune de Korhogo en Côte d'Ivoire.....151-165

DIAKITÉ Mahamadou Lamine et KONÉ Raoul Porna

11. Les conflits armés et l'éducation dans la région de Mopti au Mali : impacts et défis.....166-183

Benjamin NGOMA

12. Mots et chiffres en titraille : les codes alphanumériques du Jubilé des indépendances africaines.....184-203

Falonne Staylaure MAROUNDOU KOMBILA, Haurene ARONDO NANDA et Théodore KOUMBA

13. Rituels religieux et traditionnels comme médiateurs de résilience chez les personnes âgées institutionnalisées au Gabon : une étude qualitative au Centre national de gérontologie-gériatrie de Melen.....204-221

Chiaka SAMAKE

14. Le contrat de performance dans l'enseignement supérieur, outil de transformation ou instrument de conformité bureaucratique : le cas de l'USTTB au Mali 222-239

Kobena Séverin GBOKO

15. L'innovation pédagogique : entre promesse critique et exigence opérationnelle 240-254

TSHINDUMBA TSHIKOTA Isaac

16. Communication politique et attentes populaires dans la composition des équipes dirigeantes en République démocratique du Congo : le cas du gouvernement Sama 2 255-274

TAH Yao Kossonou Jacques

17. Visibilité numérique des jeunes abidjanais et reconnaissance sociale 275-288

ANNET N'Dah Éric et N'DRI Koffi Nestor

18. Construction et représentation de l'image de la jeune fille des quartiers SICOGI et SOGEFIHA dans la musique zouglou 289-304

HABIBOU Abdoulaye Idrissa et ATCHOUA N'Guessan Julien

19. Communication politique et crise post-électorale au Niger : perceptions des acteurs à l'égard de la communication durant la période 2020-2021.....305-318

Mamadou THIARE et Ismaïla MBODJI

20. Intérêts de l'usage des épreuves du baccalauréat pour les enseignants en classe de géographie au Sénégal.....319-331

Ousmane Chaa BEREPA

21. La fonction de communication : entre prescriptions légales et réalités pratiques dans la commune de Copargo au Bénin 332-353

Philosophie, histoire, anthropologie/ethnologie et études culturelles

N'Goran Alphonse BROU

22. Les transformations socio-économiques à Bocanda de 1893 à 1960 354-372

LAGO Blé Angelin et KOUAME N'da Thierry

23. Ville mémoire et ville projet, un couple inséparable dans la construction urbaine : cas de Daloa, Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire (1980-2020) 373-385

MÉITÉ Méfégbé et SÉKONGO Nonhoua Thomas

24. Non-identité et *queerisme* : Adorno pour une humanité plurielle 386-400

ONDZE YANDZA Miser

25. L'optimisme symbolique en contexte logico-mathématique : approche comparative des formalismes booléen et frégéen 401-417

Tchépé Karidja SILUÉ

26. L'image de la femme dans la publicité et la critique de la société d'hyperconsommation chez Herbert Marcuse 418-431

N'gologbon Abdoulaye SILUE et Bernadette DANGO

27. La rationalité face aux défis de l'IA dans la quête de la vérité 432-445

Attchoumounan Paulin OUATTARA et Mamadou SOUMAHORO

28. La démocratie à l'épreuve de la bioéconomie de marchandage citoyen et politique : regards croisés de Montesquieu et Céline Lafontaine.....446-460

Yhattey Hervé Thierry AGUIE

29. Mutations techniques de l'exploitation aurifère à Ity : de l'orpaillage traditionnel aux innovations minières industrielles (1959-2024).....461-477

Tiasvi Yao Raoul AGBAVON et Florence BOTTI

30. La finalité organique dans les réflexions bernardiennes 478-491

Désiré MEDEGNON

31. Quête de science et combat politique chez Hountondji 492-504

KOUAMÉ Koffi

32. Terrorisme et néocolonialisme en Afrique : regard de Noam Chomsky 505-521

SY SAVANÉ Amy

33. Une lecture de l'homme-transcendé à partir des philosophies de Friedrich Nietzsche et d'Amadou Hampâté Bâ 522-539

Kan Raymond KOUAMÉ et Kouamé Kossonou Frédéric SECRE

34. L'élevage sous palmeraie : un modèle de développement de l'élevage des gros et petits bétails en zone forestière ivoirienne de 1973 à 1982.....540-554

MISSA Kouassi Innocent et SADIA Gbeu Daniel

35. « La mémoire machine » face au « palais de la mémoire » : relecture augustinienne de la crise intérieure à l'ère du numérique.....555-568

Bi-Claude Évariste ZAN, Alex Jean Ivan Ekra ALI et Fotienhoro Séraphin OUATTARA

36. Analyse de la stratégie locale de conservation des tortues marines à Ménolé (Grand-Béréby, Côte d'Ivoire) 569-589

M'bra Kouakou Dieu-donné KOUADIO et Marie Blaise MENAN

37. Savoirs endogènes de la population de Kpo-Kahankro (commune de Bouaké) face aux risques épidémiques.....590-607

Kiklan Désiré TOURE

38. Rôle des chefs traditionnels et des institutions endogènes dans la régulation sociale de la région du Gbêkê en Côte d'Ivoire 608-620

Amélie MOGOA BOUSSENGUI et Hermine GNAMA

39. *Gnama ya tônò* chez les Mitsogho : entre interdit alimentaire, discrimination et domination.....621-641

Zolou Goman Jackie Élise DIOMANDÉ

40. Déconstruire la gouvernance environnementale : à partir des cosmogonies africaines.....642-653

ISSN : 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)
https://perspectivesplurielles.net/

COMMUNICATION POLITIQUE ET ATTENTES POPULAIRES DANS LA COMPOSITION DES ÉQUIPES DIRIGEANTES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : LE CAS DU GOUVERNEMENT SAMA 2

POLITICAL COMMUNICATION AND POPULAR EXPECTATIONS IN THE COMPOSITION OF GOVERNING TEAMS IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO: THE CASE OF THE SAMA 2 GOVERNMENT

TSHINDUMBA TSHIKOTA Isaac
Assistant à la Faculté des Sciences de Communication et de la Culture,
Université Notre-Dame du Kasayi (U.KA.), Kananga (République démocratique du Congo)
E-mail : itshindumba@gmail.com

Résumé : *Cet article analyse la communication politique associée à la mise en place des équipes du pouvoir exécutif en République Démocratique du Congo, spécialement celle liée à la sortie du gouvernement Sama2. Pour y arriver, il était nécessaire d'appliquer dans les analyses, le systémisme et le fonctionnalisme comme approches théoriques, afin de comprendre les intérêts politiques et les attentes de la population qui ont conduit à la composition d'une nouvelle équipe dans le gouvernement dirigé par le Premier Ministre Sama Lukonde, sous l'impulsion du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Les raisons sur les réponses appropriées à la demande populaire sont contenues dans les dits et les non-dits du contexte qui a conduit à la composition d'une telle équipe gouvernementale en remplacement de la précédente, toujours dirigée par le même premier ministre, d'où l'appellation « Gouvernement Sama2 ».*

Mots-clés : *Communication politique ; gouvernement ; attentes populaires ; conservation du pouvoir ; préparation électorale.*

Abstract: *This article analyzes the political communication associated with the establishment of executive power teams in the Democratic Republic of Congo, particularly those related to the exit of the Sama2 government. To achieve this, it was necessary to apply systemic and functionalist theoretical approaches to the analyses in order to understand the political interests and expectations of the population that led to the composition of a new team in the government led by Prime Minister Sama Lukonde, under the leadership of President Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. The reasons for the appropriate responses to popular demand are contained in the said and unsaid context that led to the composition of such a government team to replace the previous team, still led by the same Prime Minister, hence the name « Sama2 Government. »*

Keywords: *Political communication; government; popular expectations; retention of power; electoral preparation.*

Introduction

Il s'observe en République Démocratique du Congo, une habitude gouvernementale consistant à changer fréquemment les équipes dirigeantes dans les gouvernements dirigés par les mêmes premiers ministres. Les changements opérés dans les gouvernements sont souvent qualifiés comme un simple partage de gâteau par les politiciens, qui semblent travailler généralement pour leurs intérêts privés. Cette manière de voir les choses n'est pas souvent partagée par les membres des gouvernements, qui ont toujours déclaré être au service de la population. Cette thèse visant le service public au bénéfice de la population se fait sentir dans la communication politique que développent les gouvernants Congolais à la sortie ou à la publication de n'importe quelle équipe gouvernementale, à l'initiative du Président de la République et ses partenaires. Une clarification particulière de cette compréhension est donnée dans cette analyse, en vue de démontrer l'importance d'une communication politique susceptible d'être adaptée aux attentes populaires à la sortie de chaque gouvernement, censé être au service de la population afin que celle-ci arrive à s'identifier réellement aux objectifs de sa mise en place au lieu de demeurer dans les spéculations. Une telle option conduira les équipes dirigeantes à être accompagnées par la population qu'elles sont censées diriger. Cet article est réparti en deux points. Le premier point clarifie le concept de communication politique et aussi les approches théoriques et méthodologiques choisies pour l'analyse de notre thème. Dans le deuxième point, il est question de l'analyse proprement dite, faite sur la situation de communication liée à la sortie du gouvernement Sama2 en s'inspirant des orientations théoriques du systémisme et fonctionnalisme ainsi que de la méthode d'analyse des situations de communication proposée par H.D. Laswell.

1. Clarifications conceptuelles, théoriques et méthodologiques

Les mots clés, les auteurs évoqués et les démarches d'analyse à suivre pour arriver aux résultats, constituent les fondements de notre présente recherche.

1.1. Cadre conceptuel : la communication politique

Avant d'éclairer le concept de communication politique, il est nécessaire de dire un mot sur ce qu'on entend par communication.

De manière brève, simple et claire, la communication est ce qui permet d'établir une relation entre des personnes, entre des objets ou entre des personnes et des objets. Elle désigne soit l'action de communiquer, soit le résultat de cette action. Ce qui est communiqué est, soit matériel (des documents, des données, etc.), soit immatériel (des idées, des sentiments, etc.). Cette transmission et cet échange se réalisent essentiellement par des signes (la vue) et par des sons (l'ouïe) ; ils nécessitent la présence d'un émetteur, d'un message et d'un récepteur. La communication en tant que telle, peut s'exercer à plusieurs niveaux ou, du moins,

répondre à plusieurs types de situation. On procède généralement à trois séries de distinction : la communication verbale/non verbale ; la communication intrapersonnelle/interpersonnelle ; la communication de groupe/la communication de masse ou médiatisée (CL. -J. BERTRAND, 1995, p. 20).

Cette recherche s'appuie sur la communication de masse à travers la diffusion dans les médias de l'ordonnance N°23/030 du 23 mars 2023, portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'État, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-Ministres, signée le 23 mars 2023, sous la Présidence de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, avec Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge comme Premier Ministre, Chef du Gouvernement. La diffusion de cette ordonnance émise par les gouvernants en direction des gouvernés constitue pour nous une forme de communication politique visant à donner une réponse à la population concernant les choix censés être bien opérés de ceux qui doivent porter son destin et gérer la vie de la cité.

La communication politique a eu, à toutes époques, d'insignes commentateurs (Platon, Démosthène, Cicéron, Commynes, Montesquieu, Machiavel, Saint-Simon…) dont l'actualité des propos, malgré les mutations médiatiques, demeure lorsqu'il s'agit d'éclairer la relation entre le peuple, ou les citoyens, et le pouvoir. Selon Pierre Zémor, le domaine de prédilection de la communication politique est celui des consultations électorales pour le choix des représentants, celui des partis politiques et celui des pouvoirs : Président de la République, Gouvernement, Parlement, assemblées et exécutifs des collectivités territoriales (P. ZEMOR, 2002, p. 123). La communication politique peut aussi être entendue ici comme lieu des affrontements discursifs, une stratégie pour faire passer un message (D. TEBANGASA APALA, 2025, p. 38).

Dans cette recherche, nous abordons la communication politique comme lieu de construction sociale. Elle inspire, en effet, des stratégies et des conduites qui varient selon les positions de pouvoir occupées et les situations vécues par les acteurs concrets de la vie politique (J. GERSTLE, 2016, p. 15).

Notre réflexion s'aligne dans la logique affirmée par A.-M. Gingras selon laquelle, plusieurs aspects fondamentaux de l'organisation politique se nourrissent de la communication : le maintien de la cohésion sociale, l'organisation de lieux de débats citoyens, la recherche voire la fabrication du consentement et la lutte pour l'obtention et le maintien du pouvoir (A.-M. GINGRAS, 2003, p. 3).

1.2. Cadre théorique et méthodologique

Les aspects théoriques et méthodologiques évoqués dans ce point, permettent d'expliquer la façon dont l'étude est menée et la manière dont les faits sont analysés.

1.2.1. Le systémisme et le fonctionnalisme

H. D. Lasswell, cité par A.-M. Gingras (2003, p. 22) formule la première théorie sur la recherche fonctionnelle entre système social et médias. Pour lui, les trois fonctions essentielles accomplies par la communication dans le système social sont la surveillance de l'environnement, la corrélation entre les différents composants de la société et la transmission de l'héritage socioculturel d'une génération à l'autre. La deuxième fonction, la corrélation entre les différents composants de la société, s'apparente à l'intégration et renvoie au domaine de la socialisation, de la coordination des sous-systèmes sociaux, des activités séparées, du consensus, de l'interprétation des événements, du renforcement des normes et de l'autorité, autrement dit à la constitution du lien social et, par extension, au soutien du système politique.

Le système politique serait une boîte noire recevant des inputs (demandes et soutiens) et produisant des outputs (actions et décisions). La boucle de rétroaction allant des outputs aux inputs et traversant l'environnement, permet la constitution des nouveaux soutiens et demandes. A. MOLES, (1986, p. 25) démontre que la communication est l'action de faire participer un individu ou un système, situé en un point donné R, aux stimuli et aux expériences de l'environnement d'un autre individu ou système situé en un autre lieu et à une autre époque E, en utilisant les éléments de connaissance qu'ils ont en commun. La communication est ainsi nécessaire à la transmission de l'information entre les diverses composantes du système politique, une fonction permettant le maintien de ce système. Les gouvernements sont considérés ici comme des systèmes de prise de décisions fondés sur des flux d'informations variés. Les divers systèmes politiques sont évalués en fonction de leur capacité à fonctionner comme des dispositifs de pilotage, plus ou moins efficaces. La communication constitue ainsi les nerfs du gouvernement.

1.2.2. Méthodologie d'analyse des situations de communication

Pour M.-H. Westphalen, bien communiquer vise à s'attacher une image positive, à la fois riche et cohérente (M.-H. Westphalen, 2005, p. 1). Pour analyser la communication de masse, H. D. Lasswell, politologue américain, propose un modèle d'analyse à travers les questions : qui ? dit quoi ? à qui ? par quel canal ? avec quels effets ? Pour combler les limites du modèle de Lasswel, jugé trop linéaire, purement mécanique et aveugle au contexte réel des échanges, Richard Braddock (1958) a ajouté deux autres questions aux cinq questions du modèle d'analyse de la communication proposée par Lasswel. Il s'agit de : « dans quelles circonstances ? » et « dans quel but ? ». L'utilisation de ces questions dans le processus d'analyse des situations de communication, permet la compréhension en détail du phénomène étudié avec possibilité d'identifier le rôle de chaque acteur dans le système ainsi que l'impact qui peut être provoqué par ses discours et actions pour toutes les cibles visées par la situation de communication.

2. Analyse de la communication politique liée à la sortie du gouvernement Sama 2

Il s'agit dans ce dernier point de notre étude, de l'analyse de la situation de communication politique qui a entouré la sortie du gouvernement Sama2, partant du systémisme et du fonctionnalisme comme approches, en y appliquant la grille d'analyse des situations de communication proposée par H. D. Lasswell. Pour connaitre tous les membres qui ont composé le gouvernement Sama2, nous avons d'abord consulté la liste reprise dans l'ordonnance N°23/030 du 23 mars 2023, portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'État, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-Ministres, signée le 23 mars 2023, sous la Présidence de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, avec Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge comme Premier Ministre, Chef du Gouvernement, et par la suite, nous avons aussi consulté le média en ligne 7SUR7.CD qui a publié à la Une des informations politiques du 24 mars 2023, la liste de tous les membres du gouvernement Sama2 nommés dans la soirée du 23 mars 2023 à travers l'ordonnance présidentielle signée par le Président Félix Tshisekedi, lue sur les antennes de la Radiotélévision Nationale Congolaise (RTNC). Le média 7SUR7.CD qui a aussi communiqué sur le gouvernement Sama2 a renseigné qu'il y a dans ce gouvernement quelques nouvelles figures qui ont fait leur entrée, notamment Vital Kamerhe et de Jean-Pierre Bemba, deux grands alliés du président Tshisekedi nommés respectivement vice-premier ministre de l'Économie et de la Défense. Ainsi, pour mieux analyser la communication politique liée à la sortie du gouvernement Sama2, nous procédons par l'application des théories et approches méthodologiques annoncées.

2.1. Différentes actions retenues par le gouvernement Sama 2 pour répondre aux attentes populaires

Dans la vie politique contemporaine, le Chef de l'État est souvent, le garant des institutions, investi d'un rôle d'arbitre mais également de Chef d'une majorité politique (P. RIUTORT, 2020, p. 14). Cette affirmation ressemble à la déclaration contenue dans le programme d'action du gouvernement Sama. Selon le Premier Ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, le programme de son Gouvernement (Programme d'actions Gouvernement Sama, 2021-2023, construire un État Fort, Prospère et Solidaire, p. 2), découle de la vision du Président de la République, des consultations politiques qu'il a organisées en novembre 2020 et de la volonté du Gouvernement de l'Union Sacrée de la Nation de traduire cette vision sous-forme de politiques publiques, c'est-à-dire d'actions, de mesures et de stratégies concrètes destinées à atteindre les objectifs du développement de la Nation résumés, notamment dans le Plan National Stratégique pour le Développement (PNSD). Le programme du gouvernement Sama est une continuité du programme d'actions du Gouvernement ILUNKAMBA de 2019 affirme le Premier Ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge : « Étant donné que le programme présenté en septembre

2019 à l'Assemblée Nationale par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement sortant, n'a été exécuté que partiellement, suite à la dislocation de la coalition majoritaire, le présent programme a repris, en vertu du principe de la continuité de l'État, les actions et les réformes restées en souffrance, celles en cours et celles non encore réalisées à ce jour le tout enrichi d'autres innovations tenant compte des attentes du peuple » (Programme d'actions Gouvernement Sama, 2021-2023, p.2).

Pour répondre aux attentes du peuple congolais, le programme d'actions du Gouvernement Sama repose sur 15 piliers résumés en trois grandes actions engageantes reprises dans le slogan : « … pour construire un État Fort, Prospère et Solidaire ».

- Un État Fort : (Pilier 1) : pacification et promotion de la réconciliation, de la cohésion et de l'unité nationales ; (Pilier 2) : renforcement de l'autorité de l'État et promotion de l'État de droit, de la bonne gouvernance et de la démocratie ; (Pilier 3) : redynamisation de la diplomatie et réhabilitation de l'image de marque du pays ; (Pilier 4) : lutte implacable contre la corruption et les crimes économiques (Programme d'actions Gouvernement Sama, 2021-2023, p. 9) ;
- Un État Prospère : (Pilier 5) : amélioration de la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, des entreprises du portefeuille et des finances publiques ; (Pilier 6) : amélioration du climat des affaires et promotion de l'entrepreneuriat ainsi que de la classe moyenne ; (Pilier 7) : diversification de l'économie et création des conditions d'une croissance inclusive ; (Pilier 8) : modernisation des infrastructures de base et aménagement du territoire ; (Pilier 9) : promotion et développement de nouvelles technologies de l'information et de la communication ; (Piler 10) : lutte contre les changements climatiques et création des conditions d'un développement durable (Programme d'actions Gouvernement Sama, 2021-2023, p. 24) ;
- Un État Solidaire : (Pilier 11) : amélioration des conditions sociales (logement, Santé, Éducation et Emploi) ; (Pilier 12) : développement du secteur de l'eau et de l'électricité ; (Pilier 13) : lutte contre la pauvreté et la marginalisation sociale ; (Pilier 14) : autonomisation de la femme, promotion de la jeunesse et autres personnes vulnérables ; (Pilier 15) : promotion de la culture, des arts, du sport et des centres de loisirs) (Programme d'actions Gouvernement Sama, 2021-2023, pp. 47-59).

2.2. Application du systémisme et du fonctionnalisme

Nous allons ici démontrer comment est constituée la communication politique liée à la sortie du gouvernement Sama2, par l'application du systémisme et fonctionnalisme prenant en compte les inputs et les outputs démontrant les attentes

et les actions du contexte qui a conduit à la mise en place de cette nouvelle équipe gouvernementale. Toutes les attentes de la population sont contenues dans les actions que le Gouvernement s'est décidé d'engager dans son programme à travers les 15 piliers présentés dans le point précédent.

2.2.1. Les inputs (demandes et soutiens populaires)

Avant la mise en place du gouvernement Sama2, il a été tout à fait logique que les gouvernants, à la tête le Président Tshisekedi, aient observé des réalités populaires, des demandes auxquelles des réponses pratiques sont attendues par la population. Ces demandes de la population ont été collectées par le Président Félix-Antoine Tshisekedi lui-même, à travers les consultations politiques qu'il a organisées en novembre 2020 et qui ont abouti à la mise en place du programme d'actions porté par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Jean-Michel Sama Lukonde. Des réponses traduites en actions, devraient nécessairement être données par le gouvernement Sama2 par la mise en place des stratégies visant à garder l'image positive de son Gouvernement auprès de la population et à conserver le pouvoir du Président Tshisekedi et celle de la plateforme « Union Sacrée de la Nation » constituant la nouvelle majorité politique du Président. Se référant au programme de l'action gouvernementale issu des consultations de 2020 organisées par le Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, quelques demandes populaires auxquelles le gouvernement Sama2 était attendu de répondre sont les suivantes :

2.2.1.1. L'insécurité dans laquelle vivent les Congolais, particulièrement dans l'Est du pays

Depuis plus de deux décennies, la partie Est de la République démocratique du Congo connaît une instabilité sécuritaire qui s'active de plus en plus à cause de la présence de plusieurs groupes armés entretenus par certaines forces étrangères et certains Congolais qui sèment la terreur au sein de la population en causant des milliers de morts, tout en exploitant illicitement les minerais du sol congolais. Cette situation conduit aux déplacements massifs des populations vivant dans cette partie du pays et pendant ce temps les congolais sont tués au quotidien sans raisons, les femmes et jeunes filles sont violées, etc., plusieurs formes de violences et d'insécurités détruisent la joie de vivre des Congolais de l'Est et de tous les Congolais de manière générale. Le pouvoir de l'État est bafoué et les rebelles font la loi. La population crie ainsi au secours en demandant au Président Tshisekedi et à son gouvernement de trouver la solution afin d'amener la paix au pays. Cette situation est reconnue par le Président Tshisekedi et par son Premier Ministre Sama Lukonde, ils ont pris l'engagement d'apporter des solutions concrètes et cela de manière formelle dans leur programme d'actions.

> *« Le cycle des guerres que notre pays a connues depuis 1996 a miné les fondements de l'autorité de l'État. Malgré les accords de paix signés et les tentatives de réconciliation nationales menées, il demeure un État faible, donnant parfois l'impression d'être un pays ayant courbé*

> *l'échine. Le Gouvernement de l'Union Sacrée de la Nation est engagé à relever le pays et à le remettre « debout » pour le rendre fort. Pour cela, son action dans le secteur « politique, justice, défense et sécurité » s'articule autour de 4 piliers majeurs, à savoir : (Pilier 1) : pacification et promotion de la réconciliation, de la cohésion et de l'unité nationales ; (Pilier 2) : renforcement de l'autorité de l'État et promotion de l'État de droit. Le Gouvernement de l'Union Sacrée de la Nation est engagé à relever le pays et à le remettre « debout » pour le rendre fort. Pour cela, son action dans le secteur « politique, justice, défense et sécurité » s'articule autour de 4 piliers majeurs, à savoir : (Pilier 1) : pacification et promotion de la réconciliation, de la cohésion et de l'unité nationales ; (Pilier 2) : renforcement de l'autorité de l'Etat et promotion de l'État de droit, de la bonne gouvernance et de la démocratie ; (Pilier 3) : redynamisation de la diplomatie et réhabilitation de l'image de marque du pays ; (Pilier 4) : lutte implacable contre la corruption et les crimes économiques (Programme d'actions Gouvernement Sama, 2021-2023, p. 5).*

2.2.1.2. L'inflation monétaire et la montée des prix des produits de première nécessité

Il s'observe sur le marché des produits de consommation courante (maïs, manioc, riz, vivres frais, etc.), la montée des prix ; une situation qui vient de plus en plus accentuer la misère dans le chef des congolais qui ne savent plus joindre les deux bouts et répondre aux charges de leurs ménages. S'il faut prendre le cas d'un grand nombre de fonctionnaires de l'État et de plusieurs autres Congolais, leurs salaires sont restés les mêmes pendant que la vie de tous les jours impose la hausse des prix sur les produits de consommation courante. Cette catégorie des Congolais se retrouve ainsi dans une forme de misère pour laquelle ils estiment qu'il est possible que les solutions soient trouvées par ceux qui gouvernent pour que la situation sociale et la vie de tous les jours leur soient facilitées. Ils attendent eux aussi, des solutions de la part du Président de la République et son gouvernement qui ont repris cette demande dans leur programme d'actions. « Pour atteindre une croissance économique inclusive et faire de notre pays un État prospère, le Gouvernement axera son action autour des piliers ci-après : (Pilier 5) : amélioration de la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, des entreprises du portefeuille et des finances publiques ; (Pilier 6) : amélioration du climat des affaires et promotion de l'entrepreneuriat ainsi que de la classe moyenne ; (Pilier 7) : diversification de l'économie et création des conditions d'une croissance inclusive ; (Pilier 8) : modernisation des infrastructures de base et aménagement du territoire ; (Pilier 9) : promotion et développement de nouvelles technologies de l'information et de la communication ; (Piler 10) : lutte contre les changements climatiques et création des conditions d'un développement durable » (Programme d'actions Gouvernement Sama, 2021-2023, p. 24).

2.2.1.3. La problématique du banditisme urbain et les solutions souhaitées

Il s'observe dans les grandes villes de la RDC, un phénomène du banditisme urbain appelé Kuluna qui se développe chaque année mais qui prend beaucoup plus de l'ampleur à l'approche de la période électorale. Cette situation ne permet pas aux populations qui vivent à Kinshasa, à Lubumbashi, à Kananga, à Matadi et dans plusieurs autres chefs-lieux des provinces du pays, de vivre dans un climat paisible. Ces bandits urbains appelés Kuluna, utilisent généralement des armes blanches (des machettes) et aussi des armes de guerre pour menacer, tuer, ravir les biens de leurs compatriotes congolais, sous un regard souvent inactif et inefficace des services de sécurité et forces de l'ordre.

Les populations vivant dans les grandes villes du pays, surtout dans les quartiers populaires ne savent plus faire leurs déplacements sans être inquiétées surtout pendant la nuit ; elles demandent aussi aux gouvernants de trouver une solution en vue d'éradiquer ce phénomène et sécuriser la population congolaise et ses biens. A ce sujet, le gouvernement Sama2 a prévu dans le secteur « politique, justice, défense et sécurité » de mettre sur pied une politique de défense et de sécurité s'appuyant sur les six fonctions stratégiques, à savoir : « Connaître – Prévenir – Anticiper – Dissuader – Protéger – Intervenir », et aussi mettre à jour le plan de réformes des Forces Armées et de la Police Nationale et adapter les lois de programmation militaire et policière, afin d'en sortir un nouveau plan de référence « Une Nation – Une Armée – Une Police », assorti d'un budget conséquent » (Programme d'actions Gouvernement Sama, 2021-2023, pp. 9-12).

2.2.1.4. La problématique de la scolarisation des enfants et la prise en charge liée aux soins de santé

Les conditions sociales précaires dans lesquelles vivent les familles congolaises par manque d'emplois, ne permettant pas aux parents de répondre comme il le faut au besoin de scolarité de leurs enfants. Il y a même certains parents par manque des moyens financiers conséquents, font étudier quelques enfants pendant que d'autres restent analphabètes. D'autres parents à leur tour, n'ont pas du tout les moyens d'envoyer même un de leurs enfants à l'école car jusque-là, ils se démènent pour avoir simplement de la nourriture à donner à leurs enfants, ce qui semble être encore une réalisation difficile. Toutes ces réalités négatives du vécu de plusieurs parents Congolais, constituent un blocage à l'éducation des enfants qui se retrouvent être de plus en plus privés de leur droit à l'éducation. Il faut ici noter que la jeunesse, qui est l'avenir du pays, doit être éduquée afin qu'elle soit prête et compétente de pouvoir assumer les responsabilités de gestion du pays et ceux de son développement dans tous les secteurs. De ce fait, l'éducation pour les enfants et la jeunesse, demeure une obligation que doit s'approprier l'État afin d'assurer la survie future des institutions pour le bien de tous les citoyens. Les enfants Congolais ont besoin d'étudier pour assurer leur bon avenir, et aussi, les parents Congolais ont besoin d'envoyer leurs enfants à l'école, mais comme leurs moyens financiers sont

insuffisants pour satisfaire cette fin, ils appellent l'État Congolais, les gouvernants qui gèrent la nation, à déployer les efforts qui permettent de scolariser les enfants et surtout pour décharger les parents dans les différentes tâches qu'ils ont à résoudre au quotidien, que l'enseignement de base devienne effectivement gratuit. Ainsi, l'article 43 de la Constitution de la RDC dispose : « Toute personne a droit à l'éducation scolaire. Il y est pourvu par l'enseignement national. L'enseignement national comprend les établissements publics et les établissements privés agréés. La loi fixe les conditions de création et de fonctionnement de ces établissements. Les parents ont le droit de choisir le mode d'éducation à donner à leurs enfants. L'enseignement primaire est obligatoire et gratuit dans les établissements publics ». A côté de l'éducation des enfants congolais, il y a aussi la problématique de l'accès aux soins de santé primaires auxquels les Congolais de tous les coins du pays doivent avoir accès en vue de lutter contre le danger sanitaire auquel d'autres sont exposés chaque jour par manque des structures sanitaires adéquates et de proximité. Le fait de rendre gratuit l'enseignement de base en RDC, tel que garanti dans la Constitution et aussi permettre aux congolais d'avoir accès aux soins de santé primaire et de proximité s'avérait d'une importance capitale.

Il est important que les infrastructures en termes d'écoles et centres hospitaliers soient construites à travers le pays, dans toutes les provinces et dans tous les territoires, ce qui permettra l'accès à l'éducation et aux soins de santé afin d'apporter un soulagement auprès des enfants et leurs parents, qui peuvent aussi espérer mener une vie saine et apaisée. Les gouvernants sont appelés encore une fois dans ce cas, de pouvoir répondre à cette demande populaire qu'il a repris également dans son programme d'actions. « Les différentes crises économiques que connait le pays depuis longtemps n'ont pas permis le développement du secteur social et ont laissé à l'abandon plusieurs couches de la population. Il n'existe pas de système de protection sociale universel et celui qui régit actuellement le salarié public ou privé n'est guère efficace, du fait de son faible financement. Le système sanitaire du pays est à l'abandon tandis que le système scolaire et universitaire, lui, périclite. Plusieurs congolais, du fait de leur extrême pauvreté matérielle, n'arrivent plus à s'assumer comme parents et à assurer l'avenir de leurs progénitures. En dépit de nombreuses ressources que compte le pays, les congolais sont devenus, depuis des décennies, un peuple particulièrement vulnérable et peu confiant en lui-même. Dans la droite ligne de la vision du Chef de l'État, le Gouvernement a l'ambition d'inverser le rapport entre richesse et pauvreté. Il entend mettre fin à ce scandale qui consiste à faire des congolais un peuple pauvre mais assis sur des richesses incommensurables. D'où la nécessité de rendre réelle la solidarité entre différentes couches de la population, laquelle doit se traduire, notamment par une juste et équitable répartition de la richesse, par la fourniture des logements sociaux décents, par l'instauration de la couverture santé universelle ainsi qua par la gratuité de l'enseignement au niveau primaire » (Programme d'actions Gouvernement Sama, 2021-2023, p. 47).

2.2.2. Les outputs (actions et décisions)

Les outputs (actions et décisions) qui s'observent dans la communication liée à la sortie du gouvernement Sama2, sont non seulement des réponses des gouvernants aux demandes et attentes de la population mais aussi des actions qui vont dans le sens de la conservation du pouvoir politique et du leadership du Président Tshisekedi.

Il faut noter que les outputs dont il est question dans ce contexte de la sortie du gouvernement Sama2, ne sont pas jusque-là des actions concrètes sur terrain en termes de réalisations palpables. Il s'agit donc des nominations des personnalités importantes qui viennent en appui au gouvernement Sama pour réaliser les attentes de la population grâce à leurs expériences. A ce niveau, le simple fait qu'ils soient nommés constituent une action de communication politique, et dans ce sens, le Gouvernement lance un message fort à la population pour dire que ses cris ont été entendus et que les têtes nouvellement nommées dans des ministères stratégiques de la vie nationale, viennent réellement pour répondre à leurs attentes et qu'ils en ont les capacités. A ce niveau, c'est effectivement la nomination qui constitue déjà une action ou même une mesure sur le plan de la communication, avant même la prise de fonction des concernés et/ou la réalisation effective des résultats sur terrain. Nous restons ici dans le contexte de la nomination en tant que réponse à la demande populaire, surtout que le Gouvernement dont il est question ici, Sama2, est un remaniement. Les actions et décisions liées à la sortie de ce gouvernement s'identifient dans le chef des personnalités phares choisies pour être parmi les animateurs de premier rang dans ce gouvernement.

Pour démontrer ces actions et décisions liées à la sortie du gouvernement Sama2, nous allons tenter de faire des brèves lectures sur les contributions censées être apportées par les personnalités ou les animateurs du premier rang de ce gouvernement. Ainsi, nous les examinons successivement.

2.2.2.1. Le Vice-Premier ministre Jean-Pierre Bemba, chargé de la défense nationale

Malgré que son image d'ancien Chef de guerre du MLC reste entachée par les accusations et la condamnation initiale de la CPI pour des crimes commis par ses hommes en République centrafricaine, une frange importante de la population et de ses partisans voit toujours en lui un dirigeant fort et un patriote, dont l'acquittement en appel à la CPI en 2018 a en partie lavé son image sur le plan pénal international. Jean-Pierre Bemba Gombo avec son parti politique, le MLC, sont parmi les grandes forces politiques de la majorité de l'Union Sacrée de la Nation, Coalition accompagnant la politique gouvernementale du Président Tshisekedi. Le MLC compte 19 députés à l'Assemblée Nationale depuis 2023 et se retrouve parmi les 10 premières forces de la Coalition majoritaire « Union Sacrée de la Nation Congolaise ». Ayant une grande expérience dans le fonctionnement de la politique

congolaise, de son armée, de groupes armés de l'Est du pays et des voisins ; est présenté ici comme une personnalité politique qui viendrait soulager plusieurs Congolais qui ont besoin des compatriotes charismatiques, capables de tenir tête à l'ennemi, à l'agresseur de la RDC et apporter la paix là où les tueries se vivent au quotidien dans l'Est du pays. En dehors de cette « crédibilité » collée à Jean-Pierre Bemba sur le plan de la gestion des stratégies pouvant aider à rendre efficace l'armée congolaise, Jean-Pierre Bemba a été choisi à ce poste pour satisfaire aussi les intérêts politiques et la conservation du pouvoir de Félix Tshisekedi dans le grand Équateur où il demeure le leader incontesté.

2.2.2.2. Le Vice-Premier ministre Vital Kamerhe, chargé de l'économie nationale

La nomination de Vital Kamerhe à la vice-primature de l'économie nationale est présentée par le pouvoir en place comme un économiste plein de compétences et qui est capable d'apporter des solutions palpables ayant un impact direct sur la problématique de l'inflation monétaire qui s'observe au pays et qui rend instable la monnaie nationale (francs Congolais) face aux dollars américains. La nomination de Vital Kamerhe à la vice-primature de l'économie nationale est considérée comme une réponse aux demandes populaires concernant la stabilisation des prix des produits de grande consommation qui de plus en plus sont revus à la hausse, à la surprise générale des consommateurs et utilisateurs Congolais. Il faut dire qu'en dehors de cette image qui nous est communiquée par les gouvernants concernant le rôle que doit jouer Vital Kamerhe au sein du gouvernement Sama2 au bénéfice de la population, d'autres raisons politiques doivent être soulevées et concernent directement la conservation du pouvoir politique du Président Félix Tshisekedi qui prépare à renouveler son mandat à la tête du pays par le canal de prochaines élections. Vital Kamerhe étant parmi les grands leaders politiques reconnus dans l'espace Est du pays, doit être utilisé en l'intégrant dans l'équipe gouvernementale afin qu'il valorise à son tour l'image du chef de l'État Félix Tshisekedi auprès de l'électorat.

2.2.2.3. Le Vice-Premier ministre Peter Kazadi, chargé de l'intérieur

La nomination d'un nouveau vice-premier ministre en charge de l'intérieur est considérée dans ce contexte par le gouvernement comme une réponse aux demandes populaires en rapport avec l'insécurité qui s'observe dans les grandes villes du pays particulièrement à Kinshasa, la capitale. Il est question ici d'éradiquer le phénomène Kidnapping, le banditisme urbain pratiqué par les jeunes appelés Kuluna qui sèment la désolation en menaçant jour et nuit les compatriotes, en ravissant leurs biens, en les tuant, etc. Peter Kazadi étant un élu de Kinshasa et aussi avocat connu dans les barreaux de Kinshasa, est considéré par le gouvernement comme celui qui va donner un soulagement aux habitants de Kinshasa et Congolais en réorganisant la collaboration des services des sécurités commis à la sécurisation des Congolais et leurs biens, en approchant les forces de la police dans les milieux

où vivent les Congolais de toutes catégories afin d'assurer leur sécurité. Étant, un élu de Kinshasa, Peter Kazadi nommé dans le gouvernement Sama2, sera le porte-parole des habitants de Kinshasa, il va porter leurs problèmes et défendre leurs intérêts sur le plan sécuritaire. Un atout pour Peter Kazadi pour pérenniser l'image positive de Félix Tshisekedi à Kinshasa et préparer le prochain scrutin.

2.2.2.4. La nomination d'Antipas Mbusa Nyamwisi au ministère de l'intégration régionale

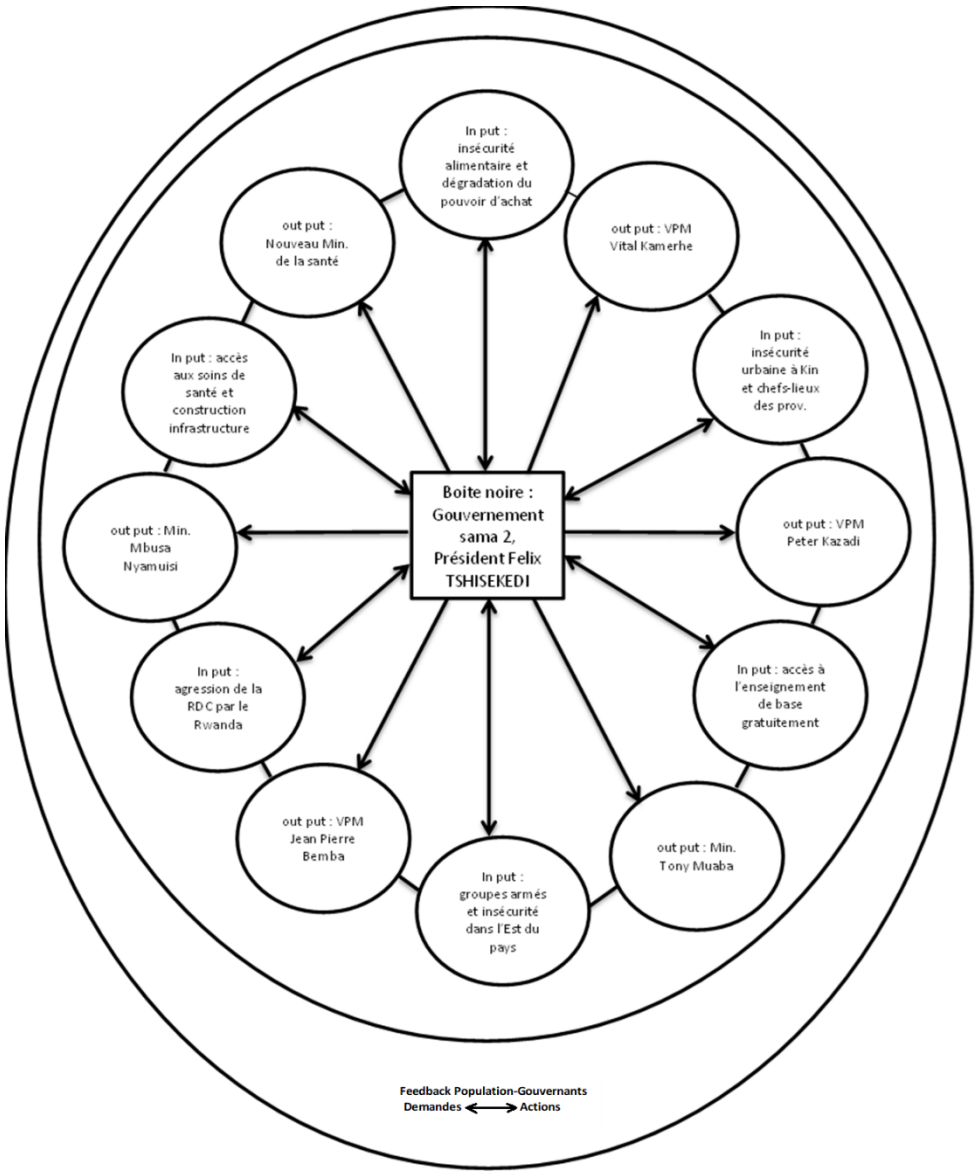
La nomination dans le gouvernement Sama2 de Monsieur Mbusa Nyamwisi comme ministre de l'intégration régionale est une réponse à la demande populaire face à l'insécurité créée par les groupes armés qui opèrent dans l'Est du pays. Mbusa Nyamwisi étant un ancien rebelle et grand leader auprès des communautés tribales de l'Est qui se trouvent aussi dans les groupes armés, il semble être pour le gouvernement Sama2, une personne bien choisie qui peut entreprendre des démarches en vue du désarmement des groupes armés et surtout, qu'il incarne encore le leadership écouté dans les communautés des groupes armés de l'Est. Il connaît les enjeux de la guerre d'agression que subit la RDC. Mbusa Nyamwisi maîtrise bien les réalités de la guerre dans l'Est de la RDC étant lui-même un ancien rebelle dans cette partie du pays et qui a choisi de tout arrêter pour servir la nation au sein des institutions officielles. En dehors de ces qualités du connaisseur de terrain, Mbusa Nyamuisi est aussi appelé dans le gouvernement Sama2 comme personnalité de l'Est qui peut jouer le rôle de contrepoids vis-à-vis des autres leaders du même coin qui sont dans le gouvernement comme Vital Kamerhe, Bahati Lukwebo, Muhindo Nzangi, Julien Paluku, etc. Chacun d'eux devra partager les voix de son soutien au leadership de Félix Tshisekedi dans ce coin du pays et donner de l'espace au pouvoir de Félix Tshisekedi dans sa vision de diriger et d'asseoir l'autorité de l'État maintenant et lors des autres échéances électorales. Nous estimons que Félix Tshisekedi, en nommant ces cinq personnalités influentes de l'Est (Vital Kamerhe, Bahati Lukwebo, Muhindo Nzangi, Julien Paluku et Antipas Mbusa Nyamwisi) dans le Gouvernement Sama Lukonde2 en mars 2023, il a réussi à consolider sa majorité de l'Union Sacrée de la Nation à l'approche de la présidentielle de décembre 2023, en s'assurant le contrôle politique d'une zone stratégique en proie à l'insécurité.

2.2.2.5. Le renouvellement du mandat de Tony Mwaba à la tête du ministère de l'EPST

Il faut signaler que la gratuité de l'enseignement de base en RDC constitue un des éléments auxquels l'action du pouvoir de Félix Tshisekedi prête attention et compte à sa complète réalisation. Le ministre Tony Mwaba est considéré comme celui qui a mieux porté ce projet qui cible non seulement les élèves mais les enseignants et tous ceux qui travaillent dans l'administration et le contrôle du

secteur de l'enseignement primaire, secondaire et technique. Avec le ministre Tony Mwaba, le Président Félix Tshisekedi a réussi à mécaniser ou à employer en peu de temps plusieurs enseignants de l'école primaire et secondaire ainsi que d'autres agents œuvrant dans ce secteur. Plusieurs écoles à travers le pays ont actuellement des enseignants qui sont soumis au travail à temps plein au profit de l'éducation des enfants congolais du fait que l'État a décidé de payer régulièrement leurs salaires. Cette façon de faire du ministre Tony Mwaba est appréciée par plusieurs agents du secteur de l'EPST et constitue un motif de satisfaction au sein des ménages des enseignants qui semblent avoir apporté quelques améliorations dans leur mode de vie. Dans les milieux où ils vivent, ils ont retrouvé leur dignité auprès de ceux qui les entourent car avec leur salaire, ils peuvent survivre avec dignité dans leur foyer et dans la société. Sur le plan politique, le ministre Tony Mwaba est retenu dans le gouvernement pour bien vendre l'image positive du leadership de Félix Tshisekedi auprès des agents de l'EPST qui constituent une masse importante des Congolais répandus sur tout le territoire national et qui a de l'influence considérable dans la vie de la nation. Cette masse doit ainsi être gérée par la personne pour laquelle elle a de l'estime afin de mieux vendre l'image du Président de la République et surtout préparer son prochain électorat. Concernant le secteur de la santé, le nouveau ministre nommé pourra selon l'image que nous vend le gouvernement, réussir à faire accéder aux Congolais les soins de santé primaire dans les hôpitaux que l'État congolais est en train de rendre disponibles partout à travers le pays avec le projet 145 territoires. Dans ce projet, on construit les écoles et les centres hospitaliers au bénéfice de la population congolaise afin que tous les Congolais se sentent considérés, chacun dans son milieu de vie. Il est aussi question pour ce ministre, de réaliser le programme de la santé universelle prônée par le Chef de l'État dans le programme d'action du Gouvernement Sama2, spécialement au 11ème Pilier 11 relatif à l'amélioration des conditions sociales (Logement, Santé, Éducation et Emploi) (Programme d'actions Gouvernement Sama, 2021-2023, p. 48).

Figure 1 : Schéma de synthèse des attentes et des actions



(Source : Conçu par nous)

2.3. Application de l'analyse de situation de communication proposée par Lasswell

La communication politique qui a entouré le contexte de la mise en place du gouvernement Sama2 est ici analysée à travers les sept questions suivantes : qui, dit quoi, à qui, par quel canal, Avec quel effet, dans quelles circonstances et avec quel but. Ces questions sont issues des travaux de H. D. Lasswell et R. Braddock. L'utilisation de ces questions dans le processus d'analyse de la situation de communication relative à la publication du Gouvernement Sama2, permet la compréhension en détail du phénomène étudié avec possibilité d'identifier le rôle de chaque acteur dans le système ainsi que son probable impact vis-à-vis de la cible concernée par la mesure prise ou par la réaction réalisée.

Qui ?	Les dirigeants de la RDC avec en tête le Président de la République Félix Tshisekedi, son premier ministre et les membres de son gouvernement sont censés répondre au quotidien, aux attentes de la population congolaise pour laquelle ils sont au service.
Dit quoi ?	Le Président de la République Félix Tshisekedi a mis en place une nouvelle équipe gouvernementale pour la deuxième fois que dirige toujours le premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde, d'où l'appellation : « Gouvernement Sama2 ».
A qui ?	La population congolaise est le destinataire du gouvernement Sama2 mis en place par le Président Félix Tshisekedi.
Dans quelles circonstances ?	Des nombreuses circonstances caractérisées par les réalités du vécu quotidien des Congolais, constituent l'objet de la mise en œuvre ou de la mise en place d'un nouveau gouvernement dirigé par le premier ministre Sama Lukonde. Il s'agit à titre illustratif des circonstances telles que : l'insécurité qui bat son plein dans la partie Est du pays où les rebelles sèment terreurs et désolation, le banditisme urbain à Kinshasa et dans plusieurs villes du pays, l'insécurité alimentaire et la diminution du pouvoir d'achat provenant de l'inflation monétaire, l'instabilité de la monnaie nationale « francs Congolais » vis-à-vis du dollars américains, l'éducation des enfants Congolais au niveau de l'enseignement de base ainsi que la problématique de l'accès aux soins de santé. Il y a aussi, parmi les circonstances liées à la sortie du gouvernement Sama2, la préparation des échéances électorales futures.
Par quel canal ?	Plusieurs médias que suivent les Congolais ont été utilisés pour communiquer sur la sortie du gouvernement Sama2, entre autres : la télévision, la radio, la presse écrite, l'internet, etc. A travers ces médias, plusieurs Congolais ont eu le privilège de connaître la composition de la nouvelle équipe gouvernementale nommée par le Président Félix Tshisekedi et toujours dirigée par le premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde. nous avons d'abord consulté la liste reprise dans l'ordonnance N°23/030 du 23 mars 2023, portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'État, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-Ministres, signée le 23 mars 2023, sous la Présidence de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, avec Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge comme Premier Ministre, Chef du Gouvernement, et par la suite, nous avons aussi consulté le média en ligne 7SUR7.CD qui a publié à la Une des informations politiques du 24 mars 2023, la liste de tous les membres du gouvernement Sama2.
Dans quel but ?	Le gouvernement Sama2 a été mis en place par le Président Félix Tshisekedi pour corriger ce qui n'a pas marché dans le gouvernement Sama1 afin de répondre aux attentes de la population congolaise. Il s'agit aussi ici pour le Président de la République, d'avoir une équipe gouvernementale constituée des personnes publiques influentes et compétentes pouvant apporter leur contribution dans son électorat et dans la vente de son image positive auprès des populations de toutes les provinces, grâce à ces personnalités influentes : Vital Kamerhe, Jean-Pierre Bemba, Antipas Mbusa Nyamwisi, Peter Kazadi, Tony Mwaba, etc.

Avec quel effet ?	Les projections pratiques de la mise en place du gouvernement Sama2, consistent à changer la situation générale de l'instabilité économique, sociale, sécuritaire qui se vit au pays et qui détruit de plus en plus l'image des gouvernants, particulièrement celle du Président Félix Tshisekedi. Le nouveau gouvernement Sama2 devrait faire sentir son impact en faisant baisser le taux de change des francs Congolais face aux dollars américains, et aussi en travaillant pour la baisse des prix des produits de consommation courante comme la farine de maïs, la farine de manioc, le riz, les vivres frais, etc. Il doit mettre tous les moyens en œuvre afin de réduire sensiblement l'insécurité en ce qui concerne le banditisme urbain et aussi l'élimination des forces négatives constituées en groupes armés qui sèment la désolation dans l'Est du pays. Le gouvernement Sama2 doit assurer la scolarisation des enfants et la continuité du programme de gratuité de l'enseignement de base, la construction des écoles et les centres hospitaliers pour l'accès aux soins de santé par tous les Congolais dans leur milieu de vie. Toute la communication à développer dans le fonctionnement du gouvernement Sama2 devrait tenir compte de la réalisation de ces attentes en vue d'impacter la population bénéficiaire car, c'est sur base des attentes de la population estimons-nous, que s'est basée la constitution de l'équipe gouvernementale Sama2.

Ce tableau éclaire le contenu de la situation de communication liée à la sortie du gouvernement Sama2, il identifie tous les acteurs et les rôles qu'ils jouent dans le processus conduisant aux réponses attendues par la population et pour lesquelles l'équipe gouvernementale a été mise en place. Les acteurs qui mènent l'action et qui portent le projet de réponse aux attentes populaires sont le Président de la République, le Premier Ministre Chef du Gouvernement ainsi que les ministres qui ont rejoint l'équipe gouvernementale dénommée Sama2. Les décisions et les initiatives venant de ces acteurs constituent l'objet de leur démarche en direction de la population, et dans ce sens, ils se fixent les moments adéquats pouvant leur permettre de répondre aux besoins des gouvernés de manière concrète au-delà de l'aspect communicationnel sur lequel s'appuie cette analyse.

L'identification des actions à réaliser au bénéfice de la population, a été faite au préalable avant la sortie au gouvernement, à travers les consultations politiques organisées par le Président Tshisekedi en septembre 2020. Dans ce sens, la population peut identifier les réponses à ses attentes, en identifiant les compétences et les expériences incarnées par chaque membre de la nouvelle équipe gouvernementale, spécialement les nouvelles figures apparues dans ce remaniement dénommé « Sama Lukonde2)

Conclusion

À travers cette recherche, nous avons analysé la communication politique liée à la sortie du gouvernement Sama2 en République Démocratique du Congo, en y appliquant le systémisme et le fonctionnalisme comme approches théoriques, tout

en s'appuyant sur la méthode d'analyse des situations de communication proposée par Lasswell et complétée par Braddock. Dans la première partie, nous avons défini le concept de communication politique et avons en même temps clarifié les théories et méthodes qui nous ont aidées dans l'analyse du thème de notre étude. La deuxième partie a essentiellement analysé la communication politique qui a accompagné la sortie et la mise en place du gouvernement Sama2. À ce stade, nous avons présenté de manière détaillée, les réalités sociales, politiques, sécuritaires, éducatives, sanitaires et économiques prises en charge par le programme d'action du Premier Ministre Sama Lukonde et qui ont conduit à la mise en place de son gouvernement, tout en tenant compte des demandes populaires collectées par le Président Tshisekedi lors des consultations politiques du mois de septembre 2020. C'est sur ces consultations que les attentes populaires collectées ont été transformées en actions, en réponse aux demandes, par la nomination des figures expérimentées de la politique congolaise, dans les ministères clés de la vie nationale au sein du Gouvernement Sama Lukonde2. Nous avons ainsi démontré le rôle et la finalité poursuivis par quelques nouveaux acteurs du gouvernement Sama2, selon l'image positive qui leur a été collée pour matérialiser la vision et le leadership voulus par le Président Félix Tshisekedi. Nous avons démontré les objectifs qui ont poussé le Président Tshisekedi à mettre en place ce gouvernement, des objectifs avec double finalité : répondre aux attentes et demandes de la population congolaise et travailler de manière à conserver le pouvoir politique en s'entourant des personnalités influentes pouvant aider le Président de la République à être réélu aux futures échéances électorales. Les attentes de la population auxquelles des réponses satisfaisantes sont attendues du gouvernement Sama2, concernent la résolution des problèmes liés à l'insécurité urbaine et à l'éradication des groupes armés opérant dans l'Est du pays.

Les attentes concernent aussi la baisse des prix des produits de consommation courante (farine de maïs, farine de manioc, le riz, les vivres frais, etc.), la stabilisation du taux de change de la monnaie nationale (francs Congolais) face aux dollars américains, la lutte contre l'insécurité causée par les rebelles dans l'Est du pays, la lutte contre le banditisme urbain, l'éducation des enfants en pérennisant le programme de la gratuité de l'enseignement de base, la construction des infrastructures sanitaires pouvant permettre à tout Congolais d'avoir accès aux soins de santé dans son environnement le plus proche, etc.

Le gouvernement a présenté des personnalités qui semblent être attendus et entendus par la population du point de vue de leur poids politique et de leur expérience dans la gestion des affaires de l'État. Ces attentes de la population pourront trouver une satisfaction complète à travers le travail que va réaliser l'équipe gouvernementale, équipe composée des personnalités estimées compétentes surtout quand il faut se baser sur les nouveaux visages qui ont intégré le gouvernement avec des objectifs précis repris dans le plan d'action : le Ministre

de l'écomme : Vital Kamerhe Vice-Premier ministre en charge de l'économie nationale, Jean-Pierre Bemba Vice-Premier ministre en charge de la défense nationale, Peter Kazadi Vice-Premier ministre en charge de l'intérieur, Antipas Mbusa Nyamwisi ministre de l'intégration régionale, le nouveau ministre de la santé et aussi les anciens visages renouvelés comme Tony Mwaba, ministre de l'EPST, etc. Dans le souci de mieux analyser la communication politique qui a entouré la sortie du gouvernement Sama2, un tableau d'analyse des situations de communication a constitué la dernière étape de notre analyse en se basant sur la méthode d'analyse de situation de communication proposée par Lasswell et complétée par Braddock, répondant aux questions : Qui ? Dit quoi ? À qui ? Par quel canal ? Avec quel effet ? Dans quelles circonstances ? Dans quel but ?

L'analyse faite grâce à ces questions nous a permis de conclure que la communication politique axée sur la sortie du gouvernement Sama2, a consisté à faire voir à la population, le souci qu'a le Président Félix Tshisekedi et son gouvernement, à répondre aux attentes et demandes de la population, en nommant des personnes compétentes et expérimentées, capables d'assumer pleinement leurs fonctions et répondre aux attentes du peuple. Il est aussi question pour ces nouvelles figures dans le Gouvernement, de soutenir le Chef de l'État en vue de préparer les échéances électorales.

Références bibliographiques et webographiques

BERTRAND Claude-Jean (dir.), 1995, *Médias, Introduction à la presse, à la radio et à la télévision*, Paris, Ellipses.

GINGRAS Anne-Marie (dir.), 2003, *La communication politique. État des savoirs, enjeux et perspectives*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

GERSTLÉ Jacques (dir.), 2016, *La Communication politique*, Paris, Armand Colin, 3e édition.

MOLES Abraham (dir.), 1986, *Théorie structurale de la communication et société*, Paris, Masson.

RIUTORT Philippe (dir.), 2020, *Sociologie de la communication politique*, Paris, La Découverte.

TEBANGASA APALA Dieudonné (dir.), 2025, *Promesses politiques de Mzée Kabila, Outil marketing de légitimation du pouvoir ?* Paris, Editions Universitaires Européennes.

WESTPHALEN Marie-Hélène (dir.), 2005, *Communicator*, Paris, Dunod, 4e édition.

GRONIER Guillaume, *Méthodes d'analyse des communications fonctionnelles*, https://www.researchgate.net, consulté le 20 juillet 2023.

Constitution de la République démocratique du Congo du 18 février 2006, telle que révisée par la loi n° 11/002 du 20 janvier 2011, Kinshasa, Journal officiel.

Ordonnance N°23/030 du 23 mars 2023, portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'État, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-Ministres, signée le 23 mars 2023, sous la Présidence de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, avec Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge comme Premier Ministre, Chef du Gouvernement

LASSWELL et BRADDOCK, 2019, *Modèle de la communication de Lasswell-Barrel Grupp*, https://barrel.ee, consulté le 23 août 2026.

ZÉMOR Pierre, 2008, « La communication politique », dans *La communication publique*, Paris, PUF, p. 111-123, https://www.cairn.info, consulté le 20 juillet 2023.

« Voici la liste des membres du gouvernement Sama2 », 7sur7.cd, 24 mars 2023, consulté le 20 juillet 2023.